

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *1bis*. De incentives toegekend krachtens het decreet en overeenkomstig de bepalingen van dit besluit stemmen overeen met Verordening (EG) nr. 1628/2006 van de Commissie van 24 oktober 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op nationale regionale investeringssteun (*Publicatieblad van de EU*, L 302/29 van 1 november 2006) en met de plafonds bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van ontwikkelingsgebieden met inachtneming van artikel 87, § 3, *a*) en *c*), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013. »

**Art. 3.** Artikel 5, 3<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 3<sup>o</sup> geen onderneming in moeilijkheden zijn in de zin van de punten 9 tot 12 van de gemeenschappelijke richtsnoeren inzake reddings- en herstructureringssteun aan ondernemingen in moeilijkheden.

Met inachtneming van deze bepalingen kan de Minister de methodologie bepalen, die het Bestuur aanwendt om na te gaan of deze voorwaarde wordt vervuld. Hij kan ook de begripsomschrijving van onderneming in moeilijkheden aanpassen om zich te conformeren aan de ontwikkeling van het Europese recht. »

**Art. 4.** Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Op basis van een vereenvoudigd dossier waarvan het model door de Minister wordt bepaald, bezorgt het Bestuur de onderneming een ontvangstbewijs, waaruit blijkt dat het investeringsprogramma onder voorbehoud van uitvoerige verificaties de bij of krachtens het decreet bepaalde voorwaarden vervult vóór het begin van de werken, te weten, ofwel het begin van de bouwwerken, ofwel de eerste vaste verbintenis om uitrustingen te bestellen, met uitzondering van de voorafgaande haalbaarheidsstudies. »

**Art. 5.** Bijlage 1 met als opschrift "Ontwikkelingsgebieden" bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het officieel bericht tot kennisgeving aan het Koninkrijk België van de goedkeuring door de Europese Commissie van de regionale steunkaart voor België voor de periode 2007-2013 in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 7.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,  
J.-C. MARCOURT

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 5143

[2006/204088]

**6 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par le décret du 12 février 2004 et les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 9 février 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 9 février 2006 et 27 avril 2006, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 5 et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, *a*) et *c*), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2006;

Vu l'urgence motivée par le fait que la Commission européenne informait la Région wallonne de ses propositions de mesures utiles aux termes desquelles il convenait que la Région wallonne limite au 31 décembre 2006 tous les régimes d'aides régionales existants et les adapte aux nouvelles lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Que cette mise en conformité doit se réaliser conformément au règlement de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale;

Que ce règlement a été adopté le 24 octobre 2006 et qu'il a été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 1<sup>er</sup> novembre 2006;

Que la Commission exige, préalablement à la mise en conformité des régimes d'aides existants dans les régions pouvant bénéficier d'aides sur base de l'article 87, § 3, points *a*) et *c*), son approbation de la carte des aides régionales pour la Belgique;

Que, la carte des aides à finalité régionale pour la Région wallonne a été adoptée par le Gouvernement wallon le 7 septembre 2006, la carte pour la Belgique a fait l'objet d'une notification à la Commission européenne mais n'a dès lors pas encore été approuvée par celle-ci;

Qu'il est impérieux pour la Région wallonne et les entreprises concernées, pour des questions de sécurité juridique et de planification des investissements prévus, de pouvoir adopter un dispositif permettant après le 31 décembre 2006 de continuer à faire bénéficier les entreprises concernées d'incitants financiers;

Qu'il serait en effet dommageable pour les petites ou moyennes entreprises de les empêcher d'obtenir des aides à l'investissement à finalité régionale sur la base du régime concerné à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et ce en raison de retards dans l'adoption et l'entrée en vigueur du présent arrêté qui sont par ailleurs tout à fait indépendants de la volonté du Gouvernement wallon;

Qu'il est en effet fondamental d'assurer la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement à finalité régionale dans la mesure où la nouvelle carte 2007-2013 s'inscrit dans la prolongation de la carte 2000-2006, la sélection des communes éligibles ayant été opérée au départ des zones actuellement couvertes et que la politique d'aides à finalité régionale est un des axes prioritaires du contrat d'avenir pour la Wallonie et du plan d'actions prioritaires pour l'avenir wallon, de telle sorte que la cohérence entre ces différentes politiques doit être prise en considération;

Que la Commission européenne elle-même considère dans ses nouvelles lignes directrices communautaires concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013 qu'assurer la continuité des aides déjà octroyées est essentiel à un développement régional à long terme;

Que le Règlement n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 précité souligne que "les aides d'Etat à finalité régionale visent à soutenir le développement des régions les plus désavantagées en encourageant l'investissement et la création d'emplois dans un contexte durable";

Qu'il importe dès lors que la réglementation wallonne puisse entrer en vigueur au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2007;

Qu'en effet, une suspension du régime d'aide à finalité régionale à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2007 serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 41.717/2, donné le 28 novembre 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur;

Après délibération,

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 16°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises est remplacé par le texte suivant :

« 16° "les zones de développement" : les zones de développement définies, en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et visées aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013. »

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises afin d'y insérer la référence au Règlement 70/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° un deuxième alinéa libellé comme suit est ajouté :

« Les incitants octroyés en vertu du décret et conformément aux dispositions du présent arrêté sont conformes au Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale (*Journal officiel de l'Union européenne*, L 302/29 du 1<sup>er</sup> novembre 2006). »;

2° un troisième alinéa libellé comme suit est ajouté :

« Ils sont octroyés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013. »

**Art. 3.** L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté l'arrêté est remplacé par le texte suivant :

« 3° ne pas être une entreprise en difficulté au sens des points 9 à 12 des lignes directrices communautaires concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.

Le Ministre peut, dans le respect de ces dispositions, préciser la méthodologie de vérification de cette condition par l'Administration. Il peut également adapter la définition d'entreprise en difficulté afin de se conformer à l'évolution du droit européen. »

**Art. 4.** L'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

« L'administration, sur base d'un dossier simplifié, dont le modèle est déterminé par le Ministre, notifie à l'entreprise un accusé de réception confirmant que le programme d'investissements, sous réserve de vérifications plus détaillées, remplit les conditions édictées par ou en vertu du décret avant le début des travaux à savoir, soit le début des travaux de constructions, soit le premier engagement ferme de commander des équipements, à l'exclusion des études de faisabilité préliminaires. »

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 à l'exception de l'article 2, 2°, qui entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'avis officiel mentionnant la notification au Royaume de Belgique de l'approbation par la Commission européenne de la carte des aides régionales pour la Belgique pour la période 2007-2013.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,  
J.-C. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 5143

[2006/204088]

**6. DEZEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1628/2006 der Kommission vom 24. Oktober 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch das Dekret vom 12. Februar 2004 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 9. Februar 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 9. Februar 2006 und vom 27. April 2006, insbesondere der Artikel 1, 5 und 11;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87, § 3, *a*) und *c*) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013;

Aufgrund des am 11. September 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. September 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der dadurch begründeten Dringlichkeit, dass die Europäische Kommission die Region über ihre Vorschläge zu nützlichen Maßnahmen informiert hat, gemäß denen die Wallonische Region am 31. Dezember 2006 alle bestehenden regionalen Beihilferegelungen auf den 31. Dezember 2006 begrenzen und diese an die neuen Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013 anpassen sollte;

In der Erwägung, dass diese Angleichung in Übereinstimmung mit der Verordnung der Kommission über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten erfolgen sollte;

In der Erwägung, dass diese Verordnung am 24. Oktober 2006 verabschiedet und am 1. November 2006 im *Amtsblatt der Europäischen Union* veröffentlicht worden ist;

In der Erwägung, dass die Kommission vor der Angleichung der bestehenden Beihilferegelungen in den Regionen, die aufgrund Artikel 87, § 3, *a*) und *c*) Beihilfen in Anspruch nehmen können, ihre Genehmigung der Fördergebietskarte für Belgien verlangt;

In der Erwägung, dass die Fördergebietskarte für die Wallonische Region am 7. September 2006 von der Wallonischen Regierung verabschiedet worden ist; dass die Fördergebietskarte für Belgien der Europäischen Kommission zugestellt worden ist; dass sie seitdem jedoch noch nicht von letzterer genehmigt worden ist;

In der Erwägung, dass es aus Gründen der Rechtssicherheit und im Hinblick auf die Planung der vorgesehenen Investitionen für die Wallonische Region und die betreffenden Betriebe zwingend notwendig ist, dass eine Regelung verabschiedet wird, dank derer die betreffenden Betriebe nach dem 31. Dezember 2006 weitere finanzielle Anreize in Anspruch nehmen können;

In der Erwägung, dass es für die Klein- oder Mittelbetriebe in der Tat ungünstig wäre, dass sie daran verhindert wären, ab dem 1. Januar 2007 Investitionsbeihilfen mit regionaler Zielsetzung aufgrund der betreffenden Regelung zu erhalten, und dies wegen Verzögerungen bei der Verabschiedung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, wobei diese Verzögerungen von dem Willen der Wallonischen Regierung völlig unabhängig sind;

In der Erwägung, dass es in der Tat von wesentlicher Bedeutung ist, die Kontinuität bei der Gewährung der Investitionsbeihilfen mit regionaler Zielsetzung zu sichern, insofern die neue Karte 2007-2013 sich als Fortsetzung der Karte 2000-2006 versteht, wobei die Auswahl der zulässigen Gemeinden ab den zur Zeit gedeckten Gebieten stattgefunden hat und die Politik der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung eine der vorrangigen Achsen des Vertrags für die Zukunft der Wallonie und des Plans mit vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft bildet, so dass die Kohärenz zwischen diesen Maßnahmenpaketen berücksichtigt werden muss;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission selbst in ihren neuen gemeinschaftlichen Leitlinien betreffend die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013 der Ansicht ist, dass die Gewährleistung der Kontinuität der bereits gewährten Beihilfen eine wesentliche Voraussetzung für eine langfristige regionale Entwicklung bildet;

In der Erwägung, dass die vorerwähnte Verordnung Nr. 1628/2006 der Europäischen Kommission vom 24. Oktober 2006 hervorhebt, dass die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung auf eine Förderung der am stärksten benachteiligten Region abzielen, indem sie die Investitionen und die Schaffung von Arbeitsstellen in einem nachhaltigen Rahmen unterstützen;

In der Erwägung, dass es demzufolge von Bedeutung ist, dass die wallonischen Bestimmungen ab dem 1. Januar 2007 in Kraft treten;

In der Erwägung, dass eine Aussetzung der Beihilferegelung mit regionaler Zielsetzung ab dem 1. Januar 2007 demzufolge für die Umsetzung der Ziele dieser Maßnahmenpakete nachteilig wäre und dass alle Schritte zur Vermeidung dieser Aussetzung in die Wege geleitet werden müssen;

Aufgrund des am 28. November 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 41.717/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Art. 1 Absatz 1 16° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«16° die "Entwicklungsgebiete": die kraft Artikel 3 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe definierten und in Art. 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87 § 3 a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013 erwähnten Entwicklungsgebiete.»

**Art. 2** - In Artikel 1bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, um in diesen die Bezugnahme auf die Verordnung 70/2001 der Europäischen Kommission vom 12. Januar 2001, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Die kraft des Dekrets und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewährten Anreize entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1628/2006 der Kommission vom 24. Oktober 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten (*Amtsblatt der Europäischen Union*, L 302/29 vom 1. November 2006);»

2° ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Sie werden gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87 § 3 a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013 gewährt.»

**Art. 3** - Artikel 5 Absatz 1 3° desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«3° kein Unternehmen in Schwierigkeiten sein im Sinne der Nummern 9 bis 12 der Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten.

Unter Beachtung dieser Bestimmungen kann der Minister die Methodologie zur Prüfung dieser Bedingung durch die Verwaltung genauer bestimmen. Er kann ebenfalls die Definition des Unternehmen in Schwierigkeiten anpassen, um der Entwicklung des Europäischen Rechts Folge zu leisten.»

**Art. 4** - Artikel 11, Absatz 1 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

«Auf der Grundlage einer vereinfachten Akte, deren Muster vom Minister festgelegt wird, stellt die Verwaltung dem Betrieb eine Empfangsbestätigung zu, in der bestätigt wird, dass das Investitionsprogramm unter Vorbehalt genauerer Prüfungen die im oder kraft des Dekrets festgelegten Bedingungen vor dem Beginn der Arbeiten, d.h. entweder vor der Aufnahme der Bauarbeiten, oder vor der ersten verbindlichen Verpflichtung zur Bestellung von Anlagen, wobei Durchführbarkeitsstudien ausgeschlossen sind, erfüllt.»

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2007 in Kraft mit Ausnahme des Artikels 2 2°, der am Tag in Kraft tritt, an dem die amtliche Bekanntmachung an das Königreich Belgien, dass die Europäische Kommission die Fördergebietskarte in Belgien für den Zeitraum 2007-2013 genehmigt hat, im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

**Art. 6** - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,  
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 5143

[2006/204088]

**6 DECEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1628/2006 van de Commissie van 24 oktober 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op nationale regionale investeringssteun;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het decreet van 12 februari 2004 en de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 9 februari 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 9 februari 2006 en 27 april 2006, inzonderheid op de artikelen 1, 5 en 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013;



Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 september 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 2006;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de Europese Commissie het Waalse Gewest op de hoogte bracht van haar voorstellen van nuttige maatregelen waarbij het wenselijk is dat het Waalse Gewest alle bestaande regionale steunregelingen op 31 december 2006 beperkt en ze aanpast aan de nieuwe richtsnoeren betreffende de regionale staatssteunmaatregelen voor de periode 2007-2013;

Dat deze overeenstemming overeenkomstig de verordening van de Commissie betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op nationale regionale investeringssteun doorgevoerd moet worden;

Dat deze verordening op 24 oktober 2006 aangenomen is en dat ze op 1 november 2006 bekendgemaakt is in het *Publicatieblad van de Europese Unie*;

Dat de Commissie haar goedkeuring van de regionale steunkaart voor België eist, vóór de overeenstemming van de bestaande steunregelingen in de Gewesten die steun kunnen genieten op grond van artikel 87, § 3, a) en c);

Dat de regionale steunkaart voor het Waalse Gewest op 7 september 2006 door de Waalse Regering is aangenomen, dat de kaart voor België het voorwerp heeft uitgemaakt van een kennisgeving aan de Europese Commissie maar dat ze dan ook door deze laatste nog niet is aangenomen;

Dat het voor het Waalse Gewest en de betrokken bedrijven wat betreft de juridische veiligheid en de planning van de voorziene investeringen dringend is om voorzieningen te treffen zodat de betrokken bedrijven na 31 december 2006 kunnen blijven genieten van financiële incentives;

Dat het inderdaad schadelijk zou zijn om de kleine en middelgrote ondernemingen te beletten regionale investeringssteun te krijgen op grond van de regeling die op 1 januari 2007 van start gaat, en dit vanwege vertragingen in de goedkeuring en de inwerkingtreding van dit besluit die bovendien volledig onafhankelijk zijn van de wil van de Waalse Regering;

Dat het inderdaad fundamenteel is om te zorgen voor een continuïteit in de toekenning van de regionale investeringssteun in die mate dat de nieuwe kaart 2007-2013 aansluit op de kaart 2000-2006, aangezien de selectie van de in aanmerking komende gemeenten doorgevoerd is op grond van de gebieden die momenteel gedekt zijn en dat het beleid inzake de regionale steunmaatregelen één van de krachtlijnen is van het Waalse Toekomstcontract en van het plan van prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, zodanig dat de samenhang in dit beleid overwogen moet worden;

Dat de Europese Commissie zelf van mening is dat wat betreft haar nieuwe gemeenschappelijke richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013, de continuïteit van de al toegekende steun onontbeerlijk is voor een regionale ontwikkeling op lange termijn;

Dat voornoemde Verordening nr. 1628/2006 van de Europese Commissie van 24 oktober 2006 benadrukt dat de regionale staatssteunmaatregelen bedoeld zijn om de ontwikkeling van gebieden met de grootste achterstand te stimuleren door binnen een duurzame context de investeringen en het scheppen van arbeidsplaatsen te ondersteunen;

Dat het dan ook van belang is dat de Waalse reglementering op zijn vroegst op 1 januari 2007 in werking kan treden;

Dat een schorsing van de regionale steunregeling vanaf 1 januari 2007 inderdaad nadelig zou zijn voor de uitvoering van de doelstellingen van deze beleidslijnen en dat alle maatregelen tot voorkoming van deze schorsing getroffen moeten worden;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 41.717/2, gegeven op 28 november 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1, eerste lid, 16°, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt vervangen als volgt :

« 16° de "ontwikkelingsgebieden" : de ontwikkelingsgebieden omschreven krachtens artikel 3, § 1, tweede lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van ontwikkelingsgebieden met inachtneming van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013. »

**Art. 2.** In artikel 1bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen om er de verwijzing naar Verordening 70/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 in op te nemen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° een lid 2 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« De incentives toegekend krachtens het decreet en overeenkomstig de bepalingen van dit besluit stemmen overeen met Verordening (EG) nr. 1628/2006 van de Commissie van 24 oktober 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op nationale regionale investeringssteun (*Publicatieblad van de Europese Unie*, L 302/29 van 1 november 2006). »;

2° een lid 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« De steun wordt toegekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013. »

**Art. 3.** Artikel 5, lid 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 3° geen onderneming in moeilijkheden zijn in de zin van de punten 9 tot 12 van de gemeenschappelijke richtsnoeren inzake reddings- en herstructureringssteun aan ondernemingen in moeilijkheden.

Met inachtneming van deze bepalingen kan de Minister de methodologie bepalen, die het Bestuur aanwendt om na te gaan of deze voorwaarde wordt vervuld. Hij kan ook de begripsomschrijving van onderneming in moeilijkheden aanpassen om zich te conformeren aan de ontwikkeling van het Europese recht. »

**Art. 4.** Artikel 11, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Op basis van een vereenvoudigd dossier waarvan het model door de Minister wordt bepaald, bezorgt het bestuur de onderneming een ontvangstbewijs, waaruit blijkt dat het investeringsprogramma onder voorbehoud van uitvoerigere verificaties de bij of krachtens het decreet bepaalde voorwaarden vervult vóór het begin van de werken, te weten, ofwel het begin van de bouwwerken, ofwel de eerste vaste verbintenis om uitrustingen te bestellen, met uitzondering van de voorafgaande haalbaarheidsstudies. »

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007 met uitzondering van artikel 2, 2°, dat in werking treedt op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het officieel bericht tot kennisgeving aan het Koninkrijk België van de goedkeuring door de Europese Commissie van de regionale steunkaart voor België voor de periode 2007-2013.

**Art. 6.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,  
J.-C. MARCOURT

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 5144

[2006/204089]

**6 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par le décret du 12 février 2004 et les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 9 février 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 9 février 2006 et 27 avril 2006, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 5 et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2006;

Vu l'urgence motivée par le fait que la Commission européenne informait la Région wallonne de ses propositions de mesures utiles aux termes desquelles il convenait que la Région wallonne limite au 31 décembre 2006 tous les régimes d'aides régionales existants et les adapte aux nouvelles lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Que cette mise en conformité doit se réaliser conformément au règlement de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale;

Que ce règlement a été adopté le 24 octobre 2006 et qu'il a été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 1<sup>er</sup> novembre 2006;

Que la Commission exige, préalablement à la mise en conformité des régimes d'aides existants dans les régions pouvant bénéficier d'aides sur base de l'article 87, § 3, points a) et c), son approbation de la carte des aides régionales pour la Belgique;

Que, la carte des aides à finalité régionale pour la Région wallonne a été adoptée par le Gouvernement wallon le 7 septembre 2006, la carte pour la Belgique a fait l'objet d'une notification à la Commission européenne mais n'a dès lors pas encore été approuvée par celle-ci;

Qu'il est impérieux pour la Région wallonne et les entreprises concernées, pour des questions de sécurité juridique et de planification des investissements prévus, de pouvoir adopter un dispositif permettant après le 31 décembre 2006 de continuer à faire bénéficier les entreprises concernées d'incitants financiers;

Qu'il serait en effet dommageable pour les petites ou moyennes entreprises de les empêcher d'obtenir des aides à l'investissement à finalité régionale sur la base du régime concerné à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et ce en raison de retards dans l'adoption et l'entrée en vigueur du présent arrêté qui sont par ailleurs tout à fait indépendants de la volonté du Gouvernement wallon;

Qu'il est en effet fondamental d'assurer la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement à finalité régionale dans la mesure où la nouvelle carte 2007-2013 s'inscrit dans la prolongation de la carte 2000-2006, la sélection des communes éligibles ayant été opérée au départ des zones actuellement couvertes et que la politique d'aides à finalité régionale est un des axes prioritaires du contrat d'avenir pour la Wallonie et du plan d'actions prioritaires pour l'avenir wallon, de telle sorte que la cohérence entre ces différentes politiques doit être prise en considération;

Que la Commission européenne elle-même considère dans ses nouvelles lignes directrices communautaires concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013 qu'assurer la continuité des aides déjà octroyées est essentiel à un développement régional à long terme;

Que le règlement n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 précité souligne que "les aides d'Etat à finalité régionale visent à soutenir le développement des régions les plus désavantagées en encourageant l'investissement et la création d'emplois dans un contexte durable";

Qu'il importe dès lors que la réglementation wallonne puisse entrer en vigueur au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2007;

Qu'en effet, une suspension du régime d'aide à finalité régionale à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2007 serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 41.717/2, donné le 28 novembre 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;